



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA MARNE

**DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTERIELLES**

*Bureau de l'environnement
et du développement durable*

3D.3B/LF

ARRETE DE MISE EN DEMEURE
Maison BURTIN à Epernay

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne**

**INSTALLATION CLASSEE
N° 2009-MD-124-IC**

VU :

- le code de l'environnement et notamment le livre V, parties législative et réglementaire, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 2004.A.51.IC en date du 27 avril 2004 autorisation la société Marne et Champagne, dont le siège social se situe 22 rue Maurice Cerveaux à Epernay à exploiter son établissement de production de vins de champagne situé à la même adresse ;
- la reprise d'exploitation des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2004.A.51.IC en date du 27 avril 2004 par la Maison BURTIN S.A. ;
- le compte-rendu daté du 12 mai 2009 de la visite d'inspection du 12 mai 2009 ;
- le rapport de l'inspection des installations classées de la D.R.E.A.L. Champagne Ardenne, Unité territoriale de la Marne, du 10 juillet 2009, ci-joint,

CONSIDÉRANT que :

l'inspection des installations classées a constaté que la Maison BURTIN ne respecte pas les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2004.A.51.IC en date du 27 avril 2004 :

- article 1.7 : notification de changement d'exploitant (la Maison BURTIN a succédé en tant qu'exploitant des installations autorisées à la société Marne et Champagne) ;
- article 2.4 : compartimentage des cellules de stockage de matières combustibles (une porte entre deux cellules de stockage de matières combustibles n'est pas coupe-feu) ;
- article 2.5 : désenfumage (dans les cellules de produits finis) ;
- article 2.13 : rétention (fermeture du dispositif d'obturation de la rétention des cuveries) ;
- article 3.9 : exploitation des dépôts de matières combustibles (distance entre les matières stockées et structure du bâtiment) ;
- article 4.14 : détection automatique d'incendie ;
- article 5.7 : valeurs limites de rejet des eaux industrielles vers la station collective en période de soutirage.

ARRÊTE :

Article 1.

La Maison BURTIN dont le siège social se situe 22 rue Maurice Cerveaux à Epernay, représentée par son directeur général, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2004.A.51.IC en date du 27 avril 2004 pour son site situé à la même adresse.

Article 1.7 de l'arrêté du 27 avril 2004 : Changement d'exploitant

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (art. 34 du décret du 21 septembre 1977 *codé en article R.512-68 du Code de l'environnement*).

Article 2.4 de l'arrêté du 27 avril 2004 : Compartimentage

Les stockages de matières combustibles sont effectués dans des cellules ou locaux différents afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- [...] ;
- les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. [...].

Article 2.5 de l'arrêté du 27 avril 2004 : désenfumage

Les locaux de stockage de matières combustibles et les ateliers de charge d'accumulateurs doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle doivent être placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les exutoires de fumées sont vérifiés une fois par an par une société agréée.

Article 2.13 de l'arrêté du 27 avril 2004 : rétention

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, autre que les raisins, moûts, vins et sous-produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Le stockage des moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. [...]

Article 3.9 de l'arrêté du 27 avril 2004 : exploitation des dépôts de matières combustibles

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc. soient largement dégagés.

Les produits conditionnés en masse (sacs, palettes, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante:

- [...] ;
- distances entre îlots et parois et entre îlots blocs et éléments de la structure : 1 mètre minimum ; [...]

article 4.14 de l'arrêté du 27 avril 2004 : systèmes de détection

[...]

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire dans les locaux de stockage de matières combustibles.

article 5.7 de l'arrêté du 27 avril 2004 : valeurs limites de rejet

Les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures.

Rejet à la station d'épuration collective

Les effluents rejetés vers la station d'épuration urbaine doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Conditions générales			Dérogation en période d'activité vinicole		
		Concentration horaire maximale en mg/l	Flux journalier maximal en kg/j	Concentration moyenne journalière en mg/l	Flux maximal en kg/j	Observation
Débit journalier	160 m ³ /j					
Débit horaire	20 m ³ /h					
Débit instantané	5,5 l/s					
PH	5,5 à 8,5					4 à 8,5
MES		600	96	1200	192	(NFT 90-105)
DCO		2000	320	4000	640	(NFT 90-101) 15000mg/l sur 1h par temps sec
DBO5		800	128	1600	256	(NFT 90-103)
Azote global (exprimé en N)		150	24	150	48	(NFT 90110, 90012, 90013)
Phosphore total (exprimé en P)		50	8	50	16	(NFT 90-023)

Article 2.

Les dispositions de l'article 1 ci-dessus sont applicables dans un délai de :

- 1 mois à compter de la notification du présent arrêté pour la notification de changement d'exploitant ;
- 12 mois à compter de la notification du présent arrêté pour le désenfumage ;
- 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les autres dispositions.

Article 3.

L'exploitant doit fournir à la date d'échéance les justificatifs, les résultats des mesures attestant de la conformité des installations avec les dispositions de l'article 1 du présent arrêté.

Article 4.

Faute pour l'exploitant d'obtempérer, les mesures prévues aux articles L.514.1 et L.514.2, livre V, titre I du code de l'environnement pourront être mises en œuvre.

Article 5. Recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, direction de la prévention des pollutions et des risques, service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur, 75302 Paris cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Châlons en Champagne, 25 rue du Lycée, 51036 Châlons en Champagne cedex.

Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux.

Article 6. Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés

Article 7. Notification

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement d'Epernay, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, ainsi qu'à monsieur le maire d'Epernay qui en donnera communication à son conseil municipal..

Le présent arrêté sera notifié, sous pli recommandé, à monsieur le directeur général de la Maison BURTIN S.A. 22 rue Maurice Cerveaux 51205 Epernay Cedex.

Monsieur le Maire d'Epernay procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservé en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, pas ailleurs pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la préfecture de la Marne.

Châlons en Champagne, le 7 septembre 2009

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Signé Alain CARTON